# Quels objectifs de développement pour le prochain millénaire ?

## Un entretien de *forum* avec Paul Samangassou de Caritas Cameroun*

*Au lendemain de la conférence de Hong Kong de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en décembre 2005,* forum *s'est entretenu avec Paul Samangassou, coordinateur national de Caritas Cameroun qui est responsable, avec Caritas Luxembourg, de l'élaboration d'une* Trousse d'appropriation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. *Cette brochure se veut une aide concrète pour les acteurs du terrain en vue de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) définis en 2000 par 189 chefs d'État réunis à l'ONU.*

*Caritas Internationalis en général et Caritas Luxembourg et Cameroun en particulier se sont engagés dans le programme « Objectifs du millénaire pour le développement ». Est-ce qu'on n'a pas le droit de penser que c'est un appel moral de plus comme il y en a eu pendant des décennies ¿ Les chefs d'État ont déclaré une fois de plus qu'il faut faire quelque chose pour le tiers monde, mais ensuite, c'est terminé, et l'appel reste sans conséquences pratiques ¿*

P.S. : Oui, c'est la crainte réelle qui était exprimée par de nombreux agents de développement, par des théoriciens du développement. Mais lorsqu'on scrute ces objectifs, on perçoit quand même qu'ils visent un but précis : réduire la pauvreté. Mais leur mise en œuvre n'a pas été définie par ceux qui les ont conçus. Ils ont formulé des buts, mais ils n'ont pas dit comment ces objectifs allaient être pris en charge et développés. Notre démarche est moins une démarche morale qu'une démarche pratique. C'est la démarche des gens sur le terrain qui pensent qu'il y a du bon à tirer des objectifs du Millénaire. Nous nous sommes rendus compte qu'on pouvait trouver beaucoup de liens entre ce que nous faisons et certains de ces OMD. Et donc la trousse que nous avons faite est un kit pour encourager également les autres à nous dire comment, eux, perçoivent à la fois notre démarche et comment ils contribuent à faire reculer la pauvreté. L'intérêt des objectifs du Millénaire, je pense, c'est de donner à tout le monde un délai à partir duquel on peut évaluer les démarches qui auront été faites pour que la pauvreté diminue, mais en sachant qu'on n'est pas seul.

*Paul Samangassou, né en 1962 à Yagoua, est coordinateur national de Caritas Cameroun, spécialiste de questions de formation, de gestion et d'évaluation de projets.*

** Monica Fernandes, coéditrice de la* Trousse d'appropriation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, *a également assisté à l'entretien.*

## Une nouvelle approche onusienne

*L'ONU a déjà dressé un premier bilan lors de sa dernière assemblée générale : est-ce qu'il est positif ? est-ce qu'il y a eu déjà progrès depuis le lancement de la campagne ?*

P.S. : Le bilan dressé par l'ONU est assez positif pour certains pays, notamment la Chine où on a vu des progrès assez rapides depuis cinq ans, mais le bilan est plus mitigé pour d'autres pays, comme les pays africains ou les pays latino-américains. Si en Chine, ils peuvent encore, grâce à leur taux de croissance, évaluer le nombre de personnes qui sont sorties du seuil de pauvreté, en Afrique, les statistiques ne permettent pas toujours de le dire avec certitude. Mais le niveau de vie n'y a pas non plus fondamentalement changé, parce que les politiques publiques en matière de gestion financière ne permettent pas toujours de quantifier ou de capitaliser des progrès. On a l'impression que la pauvreté continue à stagner. Donc, le bilan dressé après cinq ans n'est pas particulièrement éloquent.

*Mais qui a dressé le bilan ? Était-ce uniquement le gouvernement ou est-ce que les associations, les agences de coopération, les ONG ont été associées à l'établissement du bilan ?*

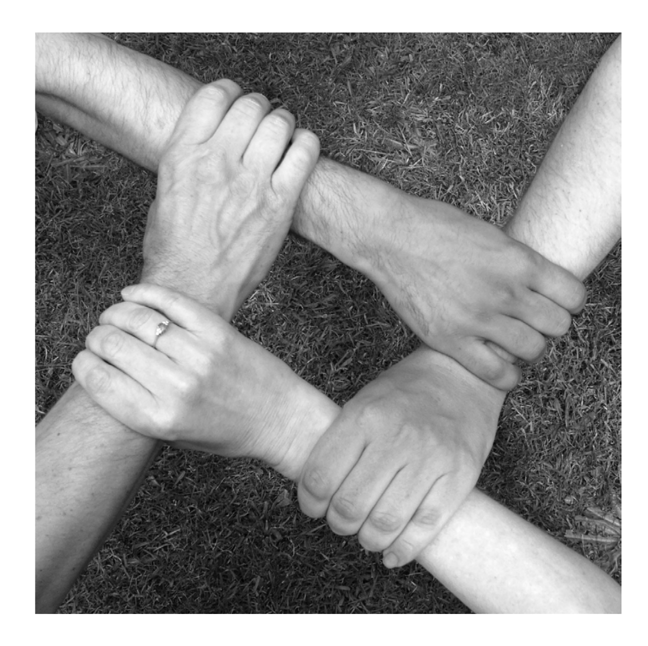
P.S. : Le bilan a été dressé par le PNUD, le Programme des Nations unies pour le développement. Et le PNUD définit les critères de réalisation et donne ces critères aux gouvernements et aux ONG. Les deux lui renvoient des informations et c'est la compilation de ces informations par pays qui constitue le rapport global. À New York, en septembre, il y avait bien sûr les gouvernements, mais il y avait plus d'associations, et ces associations disaient comment elles ont perçu les progrès en matière de réduction de la pauvreté, en mettant le doigt sur ce qui n'allait pas dans leur pays ou dans leur région. Mais on sentait également qu'il y avait une démarche commune qui autorisait des espoirs, qu'il y aurait une progression dans la lutte contre la pauvreté.

*Associer les ONG à ce genre de démarche, est-ce nouveau pour l'ONU ?*

P.S. : Tout à fait nouveau. Je pense que c'est la première fois que les ONG entraient dans cette grande salle de l'assemblée générale des Nations unies et c'est aussi la première fois que l'ONU s'intéressait de manière aussi sensible aux questions qui touchent les organisations de la société civile. Je pense que les ONG ont beaucoup apprécié cette initiative, parce que c'est une reconnaissance du travail qu'elles font et une reconnaissance qui peut s'imposer à leurs nations.

*L'objectif est de réduire la pauvreté de moitié jusqu'en 2015. Cet objectif demeure-t-il réaliste ?*

P.S. : Personnellement, cet objectif ne me semble pas du tout réaliste. Un ami a lancé une boutade en disant : si l'ONU veut réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015, c'est pas compliqué, on massacre la moitié des pauvres. Je pense que le but n'est pas réaliste pour plusieurs raisons. Notamment, il faut une volonté politique de vouloir réduire la pauvreté. Et cette volonté politique manque souvent. D'autre part, les relations internationales ne sont pas basées sur des relations égalitaires. Ceux qui ont les moyens, ceux qui ont l'argent, imposent leur point de vue et en face, les pauvres n'ont pas toujours les moyens de défendre le leur. Je vais vous donner un exemple : à l'assemblée de l'OMC à Hong Kong, en décembre, les États-Unis sont venus avec 350 délégués, le Cameroun en avait 15. Déjà en termes de réflexion et d'argumentaire, l'inégalité est flagrante. Ensuite, il y a ceux qui défendent les subventions à leurs agricultures et les autres qui ne peuvent même pas subventionner leurs agricultures, qui demandent simplement que ce soit équitable. Vous comprenez, les relations ne sont pas les mêmes. Et puis, dans des pays comme le Cameroun ou dans un autre pays africain, vous vous apercevez que celui qui s'est accaparé du pouvoir par des voies qui ne sont pas toujours démocratiques – je ne veux pas dire plus –, il tient à s'accrocher au pouvoir et donc développe des stratégies pour rester au pouvoir sans qu'améliorer les conditions de vie de sa communauté soit pour lui une chose fondamentale. C'est donc une question de volonté politique et l'objectif de réduire la pauvreté de moitié me semble extrêmement ambitieux pour être réalisé



pleinement. Mais même s'il me semble ambitieux, je pense qu'il faut quand même s'y mettre. Et s'y mettre de tout cœur.

## Ni FMI ni OMC ne veulent changer les lois du marché

*Les résultats de Hong Kong sont-ils un pas en direction de la réalisation de ces objectifs ?*

P.S. : Il me semble que Hong Kong – telle est ma première analyse – n'a pas contribué vraiment à faire avancer les OMD. Au contraire. Lorsque par exemple l'Europe et les États-Unis proposent de commencer à réduire les subventions à leurs agricultures à partir de 2013, on est à deux ans de 2015 et en 2013, je pense que beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts, mais la même eau qui coule maintenant, c.-à-d. qu'on n'avancera pas plus vite qu'on avance maintenant. Et je me demande même si on ne va pas avoir quelques soucis entretemps. Parce que nous avons également des relations assez conflictuelles avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), qui ne semblent pas avoir la même logique en termes de développement que nous. C'est à cause du FMI notamment et de ses critères d'octroi de fonds que la santé, l'éducation et les infrastructures ne se sont pas développées en Afrique, au contraire, on les a vu se réduire. Le nombre d'analphabètes a augmenté, parce qu'il n'y avait pas suffisamment d'écoles. Des écoles ont été fermées, parce que les experts de la Banque mondiale et du FMI ont estimé qu'il n'était pas possible d'avoir un budget équilibré en construisant des écoles, des hôpitaux et des routes. Mais quand vous ne construisez pas de routes, ni d'hôpitaux ni d'écoles, alors que la population augmente, naturellement, il y a une forte mortalité qui s'installe, il y a une précarité qui s'installe et les gens ne sont pas heureux et les gens vivent donc en dessous ce qu'on appelle le seuil de pauvreté. Il y a donc une contradiction entre les OMD et les critères du FMI.

**L'intérêt des objectifs du Millénaire, je pense, c'est de donner à tout le monde un délai à partir duquel on peut évaluer les démarches qui auront été faites pour que la pauvreté diminue, mais en sachant qu'on n'est pas seul.**

*Un des critères du FMI, c'est que l'État doit diminuer ses dettes. C'est ce qui fait qu'il doit réduire ses dépenses publiques, donc moins d'écoles, moins de constructions de routes, etc. Est-il possible de réduire la pauvreté sans dépenser l'argent public ?*

P.S. : En fait, c'est légèrement différent. Les plans d'ajustement structurel étaient des plans qui permettaient à la Banque mondiale et au FMI de mieux surveiller la gestion des fonds. Parce que vous ne pouvez dépenser que ce que vous avez, vous ne pouvez pas dépenser l'argent que vous avez emprunté si vous ne l'investissez pas pour qu'il puisse se reproduire. Sauf que quand on investit de l'argent dans des infrastructures par exemple, vous augmentez le commerce. Seulement, la Banque mondiale et le FMI, en imposant leurs plans d'ajustement structurel, ont réduit les dépenses sociales au profit de ce qu'ils appellent la bonne gouvernance. Mais, comme vous dites, si on n'investit pas dans le social, ça ne sert absolument à rien de prétendre qu'on va réduire la pauvreté. Le problème des pays endettés, c'est qu'ils ont souvent emprunté sans avoir besoin d'emprunter, parce qu'en gérant convenablement leurs ressources, ils auraient pu tenir. Mais on leur a fait emprunter de l'argent, parce que les banques des pays riches en regorgeaient, et on le leur a prêté suivant le principe de l'aide liée, c.-à-d. qu'on a donné l'argent, mais pour acheter des armes chez le donateur ou créancier. Donc, en fait, on vous vend des armes dont vous n'avez pas vraiment besoin et vous devez rembourser ces armes qui ne sont pas produites chez vous. En fait, vous n'avez pas de raison de vous surarmer, parce qu'alors le voisin se surarme aussi et puis un jour ou l'autre, il faudra utiliser ces armes. Et même si elles ne sont pas utilisées, il faudra que vous les payiez. Par ailleurs, une grande partie de l'argent que nous avons emprunté est repartie en Europe, parce que nos dirigeants détournent cet argent, le mettent sur des comptes en Europe, s'y achètent des appartements, y envoient leurs enfants étudier, et donc nous devons payer ces dettes. Et lorsque vous avez emprunté aux Chinois, aux Japonais, aux Français, aux Luxembourgeois, aux Allemands, aux Italiens pour faire diverses choses, et qu'une partie de cet argent n'est pas allé à ce pour quoi vous vouliez l'emprunter, ou que cet argent a été emprunté pour acheter des choses dont vous n'aviez pas vraiment besoin, le jour où vos importations sont supérieures à vos exportations, vous n'arrivez plus à régler votre dette.

Les emprunts sont accordés avec des taux d'intérêt vraiment faibles, mais des taux d'intérêt faibles sur de très grandes sommes d'argent, ça finit quand même par peser beaucoup. Et on se retrouve donc dans ce système de l'initiative PPTE, l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, où on nous dit : la dette que vous devez rembourser, vous allez la mettre sur un compte et puis elle va servir pour relancer un peu votre système social. Et on dit merci, mais ce n'est pas tout à fait comme ça qu'on peut réduire la pauvreté, parce que pour réduire la pauvreté, il faut produire, et pour produire, il faut pouvoir investir, et pour investir, on a besoin d'argent. Or si cet argent qu'on nous donne prend le chemin des activités sociales, il n'est pas investi dans les secteurs productifs. Nous ne pouvons pas nous développer grâce à l'aide, je pense que c'est un débat qui n'est pas réaliste. On ne se développe pas avec l'aide, on se développe avec des investissements. Si nous avons une sécurité suffisante pour que des investisseurs puissent être certains qu'en investissant de l'argent, ils vont en tirer un bénéfice, ils vont créer des emplois et vont payer des impôts. Les emplois et les impôts vont sécuriser la population et donc, ce sera plus facile pour nous.

*Un des investissements possibles au Cameroun serait notamment l'industrie du coton...*

P.S. : L'industrie du coton, oui, bien que nous ne soyons pas cités à Hong Kong parmi les producteurs de coton. On n'y cite que le Bénin, le Mali, le Burkina Faso et le Tchad. Pour gagner de l'argent, il faut produire. Les comptes d'exploitation de la société qui commercialise le coton montrent qu'un paysan qui cultive un hectare ne gagne pas d'argent. Au-delà d'un hectare, il commence à gagner de l'argent. Or les trois quarts des producteurs de coton produisent sur moins d'un hectare. Donc, ces gens perdent de l'argent, mais comme ils ne savent pas calculer et qu'au bout d'un moment, après avoir vendu leur coton, ils amassent une certaine somme d'argent, ils pensent avoir gagné de l'argent, mais ils se trompent. Ceux qui en profitent, c'est la compagnie française qui a plus de 55 % du capital de la société de commercialisation, ce sont les fonctionnaires qui travaillent dans cette société, mais le paysan survit juste pour que les autres s'engraissent. Donc, le coton, c'est effectivement une denrée qui rapporte de l'argent si les prix sur le marché international sont bons. Au Cameroun, il y a aussi le bois, parce qu'il y a la forêt tropicale chez nous, mais ce bois est mal géré, il est gaspillé. Nous avions aussi le café et le cacao, mais ils ne passent pas mieux que le coton. Donc, les paysans se convertissent dans les denrées alimentaires. Mais chez nous, le plus grand manque, ce sont les industries. Nous en avons créées quelques-unes…

*Mais la transformation du coton ne pourrait-elle pas être une industrie ?*

P.S. : Il y a deux usines, mais qui n'ont pas la capacité de transformer tout le coton que nous produisons et qui ne sont pas suffisamment avancées pour produire des tissus de bonne qualité. Par exemple, les femmes dans mon pays s'habillent avec des pagnes qui sont achetés aux Pays-Bas. Les Wax hollandais, c'est un modèle de pagne et le modèle s'appelle Wax. Les motifs sont plus beaux, le tissu est plus solide et il coûte cher. Depuis 4-5 ans, le prix a doublé. Il y a une usine chez nous qui produit aussi des pagnes, mais ils n'ont pas beaucoup de valeur. Si vous en offrez un à une femme, elle vous dira merci, mais elle verra également quelle est l'estime que vous lui portez en fonction de la qualité du pagne que vous lui offrez.

*Vous dites que c'est une question de technologie. N'est-ce pas aussi une question de concurrence mondiale, d'accès au marché ?*

P.S. : Bien sûr, c'est une question de concurrence mondiale avec les Chinois qui nous envahissent. Il n'y a pas que l'Europe qui souffre de la présence des Chinois. Chez nous, des Chinois arrivent et ouvrent des commerces partout et ils vendent ce qu'ils ont produit chez eux, concurrençant la production locale. Et les Chinois vont également en Afrique avec des appareils photo numériques photographier les pagnes que les femmes aiment et vont faire les mêmes pagnes qui coûtent jusqu'à cinq fois moins cher que ceux qu'on trouve sur le marché. Donc les gens se disent : si je prends plusieurs pagnes chinois, j'aurais trois, quatre pagnes à changer, ce qui fait le prix d'un pagne acheté aux Pays-Bas. Ça pèse beaucoup sur les commerçants et les revendeurs.




*Monica Fernandes et Paul Samangassou, auteurs de la* Trousse d'appropriation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

*Mais les décisions de Hong Kong ne vont pas changer ce système…*

P.S. : Non, je ne crois pas que les décisions de Hong Kong changeront quoi que ce soit à la manière dont nous subissons les assauts sur notre marché.

## Faire intervenir la société civile

*Si au niveau international, rien ne change en fin de compte, voulez-vous plutôt passer par la société civile, par la prise en charge de soi-même ?*

P.S. : C'est ce à quoi nous sommes parvenus. Dans un pays où les pouvoirs publics ne sont pas tenus de rendre compte au citoyen, les dirigeants peuvent faire ce qu'ils veulent. Quand les organisations de la société civile prennent des engagements, ils les prennent vis-à-vis de la communauté qu'ils doivent accompagner d'un niveau de développement vers un autre niveau de développement. Mais pour cela, elles ont besoin de ressources humaines techniquement qualifiées et de ressources matérielles. Les organisations de la société civile essaient à la fois d'être les porte-parole des communautés et les interlocuteurs des gouvernants. Au début, c'était extrêmement

**Caritas Internationalis a pour but d'ouvrir le dialogue sur la question de savoir comment les acteurs sur le terrain peuvent s'approprier des décisions prises au niveau des Nations unies et qui les concernent et les rendre effectives.**

difficile, mais progressivement, les choses ont commencé à évoluer, c.-à-d. que dans des pays comme l'Afrique du Sud, comme la Zambie, le Sénégal, le Mali, les pouvoirs publics et la société civile sont à même de s'asseoir autour d'une table et de discuter. Et les organisations de la société civile disent si elles ne sont pas d'accord avec une décision et pourquoi elles ne le sont pas. Le gouvernement va se jusifier et ainsi un dialogue s'engage. Au Cameroun, ce dialogue n'était longtemps pas possible. Depuis deux ans, progressivement, il se met tranquillement en place, parce qu'il y a une détermination d'un côté et il y a des ouvertures de l'autre. C.-à-d. que les pouvoirs publics confrontés à la mauvaise gestion et sommés par les organisations internationales de dialoguer avec la société civile ont appris que peut-être elle a quelque chose à leur proposer.

*Quel rôle concret joue Caritas dans ce dialogue ?*

P.S. : Caritas, en tant qu'organisation d'Église, a un réseau. Nous sommes vingt-trois diocèses et dans les vingt-trois diocèses il y a dix-sept Caritas. Et les diocèses, couvrent l'ensemble du pays. L'Église est, après le gouvernement, l'organisation qui couvre véritablement le pays entier sur tous les plans : santé, éducation, droits de l'Homme, développement rural, développement urbain. Et ça donne un poids important de *leadership* à la Caritas nationale qui depuis 2000 s'ouvre aux autres organisations de la société civile. Lorsque j'organise par exemple une session de formation, j'invite les syndicats, les ONG, les associations, les communautés protestantes, islamiques à participer à la formation. Quand j'organise un séminaire, je les invite et ils s'aperçoivent qu'ils peuvent travailler ensemble. Et lorsque nous avons besoin d'informations, par exemple dans notre relation avec les pouvoirs publics – je dis « nous » pour la société civile –, alors Caritas est sollicitée pour trier les informations qui viennent véritablement de la base et qui peuvent être recoupées par les pouvoirs publics. Nous leur disons : vous dites que vous avez construit une école à tel endroit et nous avons la certitude que cette école n'a pas été construite et que l'argent a été détourné. Voilà donc la vérité.

Caritas a divers programmes, diverses plate-formes. Le DSFP, p.ex., c'est le document de la stratégie de réduction de la pauvreté qui est élaboré par le gouvernement avec l'accord de la Banque mondiale et du FMI et que nous utilisons pour faire avancer le programme. Nous avons une plate-forme qui travaille sur le suivi budgétaire. Le gouvernement a inscrit dix projets dans son budget de cette année. Combien en a-t-il réalisé ? Pourquoi n'a-t-il pas réalisé les autres ? Nous avons une autre plate-forme qui travaille sur la corruption. Où se trouvent les foyers de corruption ? Comment cette corruption évolue-t-elle ? Quelles sont les actions qu'on peut mener pour la réduire ? Nous avons également un programme concerté qui a l'ambition d'aider les organisations de la société civile à acquérir de nouvelles compétences dans le domaine du sida, des droits de l'Homme et de la lutte contre la pauvreté. Voilà un peu les actions que la société civile peut mener.

Cette société civile a des partenaires en Europe qui travaillent avec leurs gouvernements, qui peuvent à leur tour influencer notre gouvernement. Nous sommes donc dans une stratégie qui consiste à mettre le gouvernement du Cameroun entre plusieurs feux. Nous avons à la fois des relations avec nos partenaires occidentaux, nous avons des relations avec la Banque mondiale et le FMI et nous leur donnons notre point de vue. Ce point de vue, nous le donnons aussi directement au gouvernement. Et ce sont ces différentes pressions qui nous permettront d'évoluer.

*Ces pressions ont-elles déjà eu des effets ?*

P.S. : Oui, nous sommes par exemple dans le comité consultatif pour le suivi des projets issus de la remise de la dette. La Banque mondiale et le FMI avaient exigé que ce soit un comité paritaire dans lequel le gouvernement est représenté par sept membres, la société civile avec sept organisations et les bailleurs de fonds avec cinq personnes. Au début, notre point de vue n'était pas pris en compte, mais plus nous devenions compétents sur les questions de finance internationale et de finances publiques, plus nos interventions étaient respectées. Entre ce que nous faisons sur le terrain, c.-à-d. au niveau microéconomique, et le niveau global, macroéconomique, il fallait trouver un lien. Nous avons donc fait l'effort d'acquérir quelques éléments de compétence en macroéconomie, et ajourd'hui nous pouvons leur dire : attendez, si vous prenez une telle décision, elle risque de ne pas porter au vue des conditions du terrain que nous connaissons.

Nous sommes également dans la commission qui analyse les ressources pétrolières, parce qu'elles étaient gérées par l'État en toute opacité. Désormais, nous pouvons discuter avec les pouvoirs publics sur la manière dont les fonds pétroliers peuvent être gérés.

## Une trousse pour les OMD

*Caritas Luxembourg et Caritas Cameroun ont réalisé une trousse concernant les Objectifs du millénaire pour le développement. Pourquoi ces deux-là au nom de Caritas Internationalis ?*

M.F. : Pendant la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, en 2005, nous avons été trois membres de Caritas Luxembourg à mener différentes tâches dans le cadre de la campagne « plaidons responsable ». Une personne était chargée de la sensibilisation à la responsabilité sociale des

entreprises, une autre a fait du lobbying au niveau des ministères et moi, j'ai pu faire l'éducation au développement. Nous avons défini trois axes d'action pour transposer les OMD dans la réalité. Ce projet a intéressé Caritas Internationalis qui nous a dit : Faites-nous quelque chose au niveau international. Nous avons donc cherché un partenaire qui soit déjà dans la réflexion, qui ait déjà une expérience des OMD et qui soit assez avancé dans cette réflexion pour pouvoir travailler avec nous assez rapidement, parce que le délai était très court. Caritas Internationalis nous a suggéré Paul Samangassou de Caritas Cameroun. Le paradoxe, c'est que Caritas Luxembourg n'avait même pas de projet au Cameroun, le partenariat s'est fait exclusivement pour ce projet-ci.

*Quel est le but que vous poursuivez avec cette brochure ? À qui s'adresse-t-elle ?*

M.F. : Caritas internationalis a pour but d'ouvrir le dialogue sur la question de savoir comment les acteurs sur le terrain peuvent s'approprier des décisions prises au niveau des Nations unies et qui les concernent et les rendre effectives. Prendre des décisions politiques, s'il n'y a personne pour les réaliser sur le terrain, ce sont des décisions sans suite. Les Nations Unies demandent de mettre en place un partenariat mondial, de veiller à la participation des communautés dans la mise en place des objectifs. Les Nations unies ont donc lancé cet appel, mais est-ce que les acteurs sur le terrain sont prêts ou ont envie de rentrer dans cette lutte contre la pauvreté avec les outils des Nations unies ? Notre trousse assez modeste, qui n'est pas un mode d'emploi ou la recette miracle pour lutter contre la pauvreté, est juste une image de ce qui peut se faire. Elle montre comment un Camerounais a agi, mais elle ne peut certainement pas être utilisée par tous les acteurs dans n'importe quel pays. Donc une appropriation est nécessaire. C'est un peu le but au niveau international. Pour le Luxembourg, nous allons essayer, sans aucune garantie, d'ouvrir le dialogue sur le rôle des ONG du Nord en matière de soutien des ONG locales dans ce travail-là. Nous allons essayer de mener ce débat au niveau du Cercle des ONG-D.

*Mais au niveau des Caritas africaines, asiatiques, avez-vous déjà des échos ? Ont-ils déjà réagi à cette brochure ?*

M.F. : On a essayé par différents moyens de faire passer l'information. Caritas Internationalis a envoyé le kit à tous les membres. Paul l'a aussi déjà utilisé dans différentes circonstances, l'a promu dans différents forums africains. Maintenant, nous nous rendons compte que le kit à lui tout seul ne suffit pas à l'acteur pour pouvoir réellement rentrer dans la réflexion. Donc, nous sommes conscients que ce kit est un début, mais que si nous laissons le kit seul et que nous ne proposons pas des actions parallèles pour le promouvoir, ça risque de rester dans les tiroirs des différentes Caritas. Le défi est de savoir comment stimuler les Caritas à entrer réellement dans ce débat.

P.S. : Le titre du kit est bien *Trousse d'appropriation*, parce que la première question que vous avez posée était une question que tout le monde se pose. Comment je fais pour appliquer les objectifs pour qu'ils réduisent la pauvreté d'ici 2015 ? Donc, il y a une première démarche de sensibilisation et d'appropriation des OMD à faire. Le kit vise déjà ça. Ensuite, quand on est sensibilisé, il s'agit de voir comment ces objectifs peuvent s'intégrer dans les actions quotidiennes. C'est la deuxième étape. Et quand j'ai compris le mécanisme, je peux y contribuer lorsque je monte un projet éducatif, un projet de santé, un projet de coopération internationale, un projet de développement rural ou urbain. Je monte alors un cadre logique et dans mon cadre. l'objectif d'un des huit OMD peut servir comme but principal. Et je définis donc mes critères à moi à partir de cet objectif principal, qui est en fait un objectif du Millénaire. Et à la fin, j'ai des résultats qui vont être capitalisés pour contribuer à mesurer le recul de la pauvreté dans la zone où j'ai travaillé. C'est une démarche qui est assez longue et je ne sais pas si on aura les moyens de la réaliser.

*L'entretien a été enregistré par Lynn Herr et Michel Pauly le 21.12.2005. La* Trousse d'appropriation des Objectifs du Millénaire pour le Développement *est disponible en français, espagnol et anglais sur le site www.caritas.lu dans la rubrique « plaidons responsable ».*

**Pour un nouveau « vivre ensemble »**

Suite aux différents débats que l'ASTI a organisés autour du thème des « migrations », suite aussi aux discussions qui ont eu lieu au Luxembourg à l'occasion du référendum sur le projet de Constitution européenne, le débat entre

le professeur allemand Iring FETSCHER

et le sociologue français Alain TOURAINE

vise à donner une nouvelle qualité au débat public et à promouvoir une culture politique dynamique au sein de la société civile, dans un espace public à consolider.

Le débat portera sur les grands enjeux auxquels doivent faire face les sociétés européennes : migrations, diversité culturelle et intégration ; quelles perspectives pour un nouveau « vivre ensemble » ; quels rôles pour l'Europe dans un monde globalisé etc.

14 février 2006 à 18.30 heures au Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumunster

Un verre de l'amitié sera offert par les organisateurs à l'issue du débat animé par Raymond Weber.